

-INSTITUTIONNEL-

Cnd : tenue de la 2e session à l'Immeuble Etoile

Le 30 décembre 2010, L'Philemon Yang, le Premier ministre, Chef du Gouvernement, a présidé la deuxième session annuelle du Conseil national de la décentralisation (Cnd). Quelques jours plus tôt, le Chef de l'Etat promulguait la loi du 21 décembre 2010 portant loi des finances pour l'exercice 2011. Cette loi précise les montants des ressources financières qui seront mises à la disposition des collectivités territoriales décentralisées en accompa-



gnement du transfert de certaines compétences jusqu'ici dévolues à l'Etat. Au menu des travaux, l'examen de neuf projets de textes signés le 13 janvier 2011 et de 6 décrets relatifs

aux modalités d'exercice de certaines compétences transférées aux communes. Parmi les domaines ciblés, l'on note l'artisanat, la planification urbaine, la création, et l'entretien des voiries en terre, la construction, l'équipement, l'entretien et la gestion des marchés périodiques, l'aménagement et l'exploitation des sites touristiques d'intérêt local, la santé publique et la gestion des centres de formation professionnelle. Les dotations prévues dans la loi de finances 2011 se

présentent ainsi qu'il suit : 18 180 000 000 de FCFA provenant des départements ministériels concernés par le deuxième programme de transfert ; 7 000 000 000 de FCFA prélevés des recettes de l'Etat pour financer la décentralisation ; 67 000 000 000 de FCFA à reverser partiellement ou entièrement aux communes et communautés urbaines au titre d'impôts locaux. Depuis janvier 2010, quinze départements ministériels sont concernés par le processus.

Décentralisation : On évalue le processus

Un atelier s'est tenu du 1er au 03 février 2011 à l'Hôtel Hilton de Yaoundé à l'initiative du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Cet atelier avait pour but de produire les résultats d'une enquête menée en juillet 2010 sur la perception que les Camerounais ont du processus de décentralisation, notamment les acteurs institutionnels. L'enquête, effectuée avec le concours de la Coopération française et de l'Association des Communes et villes du Cameroun, s'est faite sur la base d'un questionnaire. Le cadre choisi pour la mener a été le séminaire national sur

la gestion des compétences et des ressources de première génération transférées aux communautés urbaines et aux communes.

Sur 1400 questionnaires distribués, 1286 ont été collectés. Et leur exploitation a fourni des informations qui aideront les pouvoirs publics à mieux mener les autres programmes de transfert envisagés. Ces informations concernent la réforme que constitue la décentralisation, la démocratie locale qu'elle implique, l'appréciation du fonctionnement de l'administration, la formation des élus ou encore les conditions de travail.

Conférence des gouverneurs : la décentralisation au menu

Du 25 au 27 janvier 2011, les Gouverneurs de région se sont retrouvés au Palais des Congrès de Yaoundé pour le compte de leur première conférence semestrielle. Le thème des travaux était : « ordre public, sécurité, protection des personnes et des biens : enjeux et nou-

veaux défis».

Au-delà du scrutin présidentiel qui se profile à l'horizon et pour lequel ils ont reçu des instructions quant à son organisation dans le calme et la sécurité, c'est davantage le suivi et l'accompagnement efficient de l'exercice

des compétences et des ressources transférées par l'Etat aux collectivités territoriales décentralisées qui ont préoccupé Marafa Hamidou Yaya, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.

Caddel : La gouvernance locale préoccupe

En sa qualité de Président en exercice de la Conférence Africaine de la Décentralisation et du Développement Local (Caddel), Marafa Hamidou Yaya, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, a ouvert les travaux d'un séminaire international sur la gouvernance locale en Afrique.

Ce séminaire, organisé à Douala par la Caddel en partenariat avec la Coopération Internationale Allemande (GIZ) et le Minatd avait pour thème : « gouvernance locale : valeur

partagée et catalyseur d'intégration pour le développement de l'Afrique par la base ».

Du 12 au 14 janvier 2011, les séminaristes ont planché sur les perspectives en matière de gouvernance locale, le degré d'application des résolutions de la dernière session extraordinaire de la Caddel et les propositions concrètes pour le démarrage effectif du Secrétariat Exécutif Permanent de la Caddel.

Cisl : Les chantiers de 2011 se précisent

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a présidé la deuxième session ordinaire du Comité Interministériel des Services Locaux (CISL). C'était le mardi 21 décembre 2010 dans la salle de délibérations du Conseil de la Communauté Urbaine de Yaoundé. Au sortir de cette session, quelques

recommandations fortes ont filtré. Il s'agit notamment de la transmission des projets d'encadrement des transferts de compétences et des ressources de 2011 au secrétariat technique permanent par les ministères concernés. Par ailleurs, la réflexion entamée par le ministère de l'Energie et de l'Eau, dont les résultats sont vivement atten-

due pour la construction et de la gestion des mini adductions d'eau potable et des mini centrales électriques a été poursuivie. D'autre part, le ministère des Travaux publics a été invité à mener à terme la réforme du Fonds routier, afin d'accélérer l'éligibilité des CTD au Fonds.

Décentralisation : les acteurs se concertent à Yaoundé

L'Union européenne et le Zenü Network ont organisé du 15 au 18 février 2011 à l'Hôtel Mont Febé de Yaoundé un colloque international sur le thème « la décentralisation : légitimité et gouvernance : un processus de recomposition des pouvoirs locaux ». Les experts venus d'Europe et d'Afrique ont échangé avec les représentants des pouvoirs

publics, des maires, des chefs traditionnels, des organisations de la société civile sur des problématiques liées à la gouvernance locale, la démocratie participative ou encore la place des élites traditionnelles dans le processus de décentralisation.

Nous y reviendrons dans notre prochaine édition

RÉGIONS**EXTREME NORD****L'Allemagne offre huit millions à Boboyo**

En janvier dernier, un cheque de 8.527.000 FCfa a été remis au responsable du comité de développement du canton Boboyo (Codebo) dans la commune de Kaélé par son Excellence Reinhard Buchholz, ambassadeur de l'Allemagne à Yaoundé. «Ce projet d'électrification de Boboyo concourra au bon déroulement du programme triennal de Ident.Africa pour le développement de Boboyo», indique le Dr Ziebe, chef de projet Ident.Africa à Maroua. Pagore Tikela, coordonnateur des projets du Codebo, s'est dit satisfait de cet appui.

MAROUA**3ème édition de la Triennale des Habitants du Cameroun**

Elle s'est tenue du 22 au 25 novembre dernier à Maroua et a vu la participation du Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (Feicom). Le thème retenu par le Réseau national des habitants du Cameroun (Rnhc), organisateur de l'événement, était, «Mettre la gouvernance urbaine au service du financement du logement social».

Il était question de trouver des stratégies nationales de financement du logement social, mais aussi de mobiliser des acteurs en vue de la construction des partenariats pour sa mise en œuvre.

Plusieurs sessions thématiques ont été animées. Celle des Ong Actions solidaires de soutien aux organisations et d'appui aux libertés (Assoal) et Caritas, sur le thème «Education, habitat social et stratégie nationale de financement du logement social». Elles ont développé le concept des Universités itinérantes universelles (Uic). C'est un moyen d'information et de sensibilisation des habitants de Yaoundé autour des problèmes liés à l'habitat. C'est également un outil d'éducation des masses par des techniques de plaidoyers, forme de dialogue entre les habitants et les autorités publiques sur les questions de propriété foncière.

La communication du Feicom portait sur : « Enjeux, défis et stratégie de soutien du Feicom aux Ctd pour la promotion du logement social ». Le Feicom a rappelé que ses missions s'articulent essentiellement sur la construction des infrastructures, des équipements collectifs et le renforcement des capacités des Maires et personnels municipaux. La promotion du logement social n'est donc pas une activité habituelle pour le Fonds. Le logement social, fait l'objet d'une convention entre le Crédit foncier du Cameroun (Cfc) et le Feicom pour un montant de 10 milliards FCfa remboursable sur 25 ans.

D'autres ateliers se sont tenus sur le rôle de la communication sociale en matière de logement social ou encore la prise en compte du genre dans le financement du logement social.